



Jean-François Culot
Président du CPAS
de Berchem-Sainte-Agathe

■ Les grandes chaînes de supermarché se préoccupent des enjeux climatiques, avec à la clé de belles campagnes d'image. Faut-il le faire au détriment des enjeux sociaux? Et des circuits locaux d'aide alimentaire?

sance" ne semblent plus très loin; et l'on voit de plus en plus, chez nous, des personnes obligées de fouiner les poubelles. Triste perspective.

En 10 ans, le nombre de personnes aidées par le CPAS a doublé et l'aide alimentaire ne fait qu'augmenter alors que les financements par les pouvoirs publics deviennent insuffisants. Nous devons alors être ingénieux, innovants et persévérants pour trouver des solutions ou des alternatives. Nouer des partenariats en est une. Mais que reste-t-il pour les services sociaux et de proximité tels que notre épicerie sociale si ces partenariats prennent fin? Comment permettre à nos personnes les plus précarisées d'avoir accès à des fruits et légumes frais si les épiceries sociales disparaissent? Comment rétablir un équilibre entre le circuit de l'aide alimentaire et les projets des grandes surfaces de vendre au rabais les produits "qui ne correspondent pas aux standards ou en fin de vie"?

Une campagne pub sur les dons

Certes, on n'en voudra pas au secteur de l'alimentation de se préoccuper désormais de son gaspillage. Il peut d'ailleurs remercier le secteur social de l'avoir mené sur cette voie. Mais aujourd'hui, il le fait au détriment et sans concertation avec le secteur social, mettant à mal un fragile équilibre trouvé çà et là, avec certains de ses représentants locaux.

Le secteur semble avoir choisi: il coûte moins cher de faire une campagne publicitaire sur les

dons financiers que l'on s'engage à faire aux banques alimentaires plutôt que d'organiser une synergie locale profitable à toute la collectivité. En ce qui concerne les dons financiers d'ailleurs, il n'y aura de toute façon personne pour en donner ni les montants, ni la fréquence, ni l'utilisation. Seule l'image d'une belle intention bien orchestrée dans les médias compte, sans oublier la déduction fiscale dont l'entreprise pourra bénéficier... au détriment des caisses de l'État. On ne se faisait pas beaucoup d'illusion sur le secteur privé! Peut-on encore aujourd'hui at-

tendre une évolution favorable de sa part vis-à-vis du secteur social?

Appel à une table ronde

Quant à nous, nous continuerons à rendre accessibles des produits de qualité aux personnes qui ont peu de moyens financiers et à sensibiliser sur le lien étroit entre santé et alimentation, mais les options se rétrécissent pour les épiceries sociales. C'est tout le paradoxe. À l'heure où les grandes chaînes de supermarché semblent se préoccuper des enjeux climatiques et alimentaires, faut-il forcément le faire au détriment des enjeux sociaux? Comment combiner l'évolution de la société avec les enjeux liés à la pauvreté? J'interpelle les autorités politiques pour qu'elles s'emparent de cette question le plus rapidement possible avant que le décalage soit trop important... À quand une vraie table ronde pour réconcilier le secteur social et le secteur privé?

OPINION

L'e-learning tient la distance

■ Et si les écoles et universités étaient fermées à cause du coronavirus? L'enseignement à distance s'avère un recours possible pour une éducation en quarantaine.



Dominique Verpoorten
Chargé de cours, IFRES, ULiège

Il y a des années déjà, en des temps encore héroïques pour les technologies éducatives, un professeur d'université alité avait donné cours en direct de sa chambre d'hôpital. Le décor mis à part, les étudiants n'avaient pas vu grande différence. C'est dire si, aujourd'hui, alors que YouTube et d'autres applications démocratisent les systèmes de streaming en direct, la perspective d'une quarantaine généralisée ne devrait pas faire peur au système éducatif. Tous les horaires devraient être maintenus et les étudiants et professeurs présents, à partir de leur zone de confinement, de part et d'autre des écrans. Il se pourrait même, paradoxalement, que ces cours à distance s'avèrent plus interactifs que leurs équivalents en classe ou en auditoire, si les participants pouvaient recourir aux systèmes de bavardage (silencieux puisqu'écrits) associés aux retransmissions en live.

Enseignants curateurs

Même les enseignants malades pourraient trouver dans les ressources numériques matière à se faire remplacer. Pourquoi, en effet, ne pas profiter du coronavirus pour envoyer les étudiants, non vers le titulaire habituel du cours, mais vers un MOOC, un blog, un site, un exposé filmé, un tutoriel, une archive, une vidéo en ligne, une capsule de la Khan Academy, une ressource ouverte d'apprentissage (OER), un musée virtuel lié au domaine enseigné?

Pourquoi faudrait-il que la matière soit toujours et tout le temps enseignée par l'enseignant en charge? Celui-ci pourrait se faire "curateur", un mot qui fait référence aux organisateurs d'expositions, devenus un maillon clé de l'art contemporain. Le curateur est celui qui conçoit une exposition (artistique, scientifique, historique...) et en assure la réalisation. Pour ce faire, il inventorie, docu-

mente, évalue, valide, combine un certain nombre d'œuvres choisies sélectionnées. En des temps de quarantaine, l'enseignant empêché de donner cours pourrait, de la même manière, préparer à ses étudiants un parcours d'apprentissage, en autonomie ou en groupes, dans ces ressources numériques (ou non) disponibles.

Changer de question

Depuis 2011, on a beaucoup parlé des MOOC, ces 10 000 cours gratuits sur Internet, véritables mines d'or d'apprentissage sur tous les sujets imaginables. Face à la croissance de cette offre, la question, pour beaucoup d'établissements d'enseignement supérieur, a surtout été: "comment produire nos propres MOOC?". Quoiqu'utile, cette question en a marginalisé une autre, tout aussi importante: "comment tirer parti, dans les cours existants, de la manne de ressources éducatives produites par d'autres?". Derrière cette question se profile l'enjeu des "écologies d'apprentissage", une façon de repenser la tâche éducative non plus seulement à partir d'un cours mais d'un écheveau de soutiens possibles et différenciés à l'apprentissage, y compris ceux extérieurs à l'école. Bien entendu, toutes les ressources à prétention éducative offertes par l'Internet ne sont pas adoptables par le système scolaire. Certaines sont de mauvaise qualité ou dissimulent des visées commerciales, ce qui impose une certaine vigilance. Mais une confiance également parce qu'on ne sera jamais de trop pour faire progresser le plus grand nombre: le site d'un prof passionné qui explique très bien une notion pourrait vite se retrouver sur les réseaux sociaux des étudiants, surtout si un autre enseignant le recommande. Écoles fermées demain? Les possibilités d'apprendre restent ouvertes, plus que jamais.